

**CONTRAT**

entre

**les Chemins de fer fédéraux suisses CFF**

société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

Infrastructure  
Projets, Léman 2030, I-AEP-LEM-LTR-SPJ  
Case postale 345  
1003 Lausanne

(ci-après «CFF SA»)

et

**Partenaire contractuel**

-----

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

et

**le consortium -----**

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

Le consortium se compose des entreprises suivantes:

a)	Entreprise pilote:	-----
b)	Entreprise partenaire:	-----
c)	Entreprise partenaire:	-----
d)	Entreprise partenaire:	-----

(ci-après «l'entreprise»)

concernant

le renouvellement intégral de la ligne du Mandement  
Lot C – Maintien de la substance Satigny – Vernier – Meyrin Cargo  
Prestations de planificateur Génie Civil, Structures et  
Géotechnicien phases SIA 31 à 53

**Informations complémentaires**

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	I-AEP-LEM-LTR-SPJ / Lamiaa Fathi / lamiaa.fathi@cff.ch
Numéro de contrat	-----
Numéro de commande	Une fois le contrat signé, CFF SA communique le numéro de commande à l'entreprise via l'envoi d'une commande depuis SAP (par e-mail).
Numéro de projet	1156976

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	Contrat de planification
Date Version Modèle	09.11 2020
Nom du fichier:	A1_Projet_contrat.docx

## 1. Objet du contrat

Dans le cadre du projet du renouvellement intégral de la ligne du Mandement, le présent contrat porte sur les prestations de planificateur Génie Civil, Structures et Géotechnicien au sens des normes SIA pour les phases SIA suivantes : 31 (avant-projet), 32 (projet de l'ouvrage), 33 (dossier de mise à l'enquête, procédure d'approbation des plans), 41 (appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication), 51 (projet d'exécution), 52 (exécution de l'ouvrage) et 53 (mise en service, achèvement).

## 2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) le présent document contractuel avec ses annexes conformément au chiffre correspondant;
- b) les conditions générales de CFF SA relatives aux prestations de planification, édition d'avril 2020 (CG-PPL);
- c) les résultats de la mise au net de l'offre et du descriptif des prestations du date;
- d) l'offre de l'entreprise et le descriptif des prestations du date;
- e) le descriptif des prestations et les dispositions de CFF SA concernant l'objet du date.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

## 3. Phases partielles confiées

Le présent contrat comprend les phases partielles ci-après:

			Seules les phases suivantes seront validées à la signature du présent contrat:
<input checked="" type="checkbox"/>	31	Avant-projet	<input checked="" type="checkbox"/> 31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32	Projet de construction	<input type="checkbox"/> 32 Projet de construction
<input checked="" type="checkbox"/>	33	Procédure d'autorisation/projet de mise à l'enquête	<input type="checkbox"/> 33 Procédure d'autorisation/projet de mise à l'enquête

<input checked="" type="checkbox"/>	41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	<input type="checkbox"/>	41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input checked="" type="checkbox"/>	51	Projet d'exécution	<input type="checkbox"/>	51	Projet d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52	Exécution	<input type="checkbox"/>	52	Exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	53	Mise en service/clôture	<input type="checkbox"/>	53	Mise en service/clôture

La répartition en phases est conforme au système défini par la norme SIA 112 (édition 2014).

Les différentes phases partielles font l'objet d'une demande adressée en temps opportun par l'entreprise à la direction de projet de CFF SA; elles sont déclenchées par écrit quatre semaines avant leur lancement par CFF SA.

Conformément au ch. 27.3 CG-PPL, CFF SA a le droit de résilier le contrat en tout temps, par écrit, avant l'exécution d'une nouvelle phase partielle. L'entreprise ne peut pas prétendre au prolongement de son mandat. En cas de résiliation du contrat pendant le traitement d'une phase partielle (notamment en cas de défaut d'autorisations ou de libération de crédit), l'entreprise a droit à la rémunération des prestations fournies en bonne et due forme jusqu'à la date de résiliation du contrat. En l'espèce, toute prétention liée au manque à gagner est exclue (pas de résiliation en temps inopportun).

À la fin de chaque phase partielle (avant-projet/projet de construction/appel d'offres), CFF SA dispose d'un délai d'un mois pour vérifier les prestations fournies. L'interruption du travail qui en résulte n'est pas rémunérée. Au terme de cette vérification, le processus interne d'autorisation de CFF SA se poursuit sur la base de l'examen réalisé. Ledit processus dure environ un mois.

Afin de permettre à l'entreprise de travailler sur la phase partielle suivante pendant le déroulement du processus interne d'autorisation, il est convenu de ce qui suit: après communication du résultat de la vérification, l'entreprise reprend le travail, procède aux rectifications nécessaires au terme de l'examen et commence la phase partielle suivante. L'entreprise fournit des informations sur ses coûts selon l'exactitude prescrite dans le descriptif des prestations.

## 4. Rémunération

### 4.1. Rémunération et plafonnement des coûts

Le plafond de rémunération est fixé selon le tarif temps offert pour les phases SIA 31, 32, 33, 41, 51, 52 et 53. Seule la phase 31 sera libérée à la signature du contrat, les autres phases seront libérées de cas en cas en fonction de l'évolution du projet.

Les tarifs horaires appliqués en CHF (hors TVA) par catégorie SIA sont les suivants :

Cat. A : CHF x.xx / heure

Cat. B : CHF x.xx / heure

Cat. C : CHF x.xx / heure  
 Cat. D : CHF x.xx / heure  
 Cat. E : CHF x.xx / heure  
 Cat. F : CHF x.xx / heure  
 Cat. G : CHF x.xx / heure

Les plafonnements de coûts suivants s'appliquent à chaque phase partielle (hors TVA, frais accessoires compris):

Phase partielle	Plafonnement des coûts en CHF
31 Avant-projet ( <i>tarif temps</i> )	
32 Projet de l'ouvrage ( <i>tarif temps</i> )	
33 Procédure de demande d'autorisation/dossier de mise à l'enquête ( <i>tarif temps</i> )	
41 Appel d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication ( <i>tarif temps</i> )	
51 Projet d'exécution ( <i>tarif temps</i> )	
52 Exécution de l'ouvrage ( <i>tarif temps</i> )	
53 Mise en service, achèvement ( <i>tarif temps</i> )	
SOUS-TOTAL	

Prestations de base diverses	Plafonnement des coûts en CHF
Coordination avec SNCF	
Coordination avec voie verte	
Accompagnement MO pour assemblage dossier PAP complet	
Correction et mise à jour du dossier PAP	
Vérification des structures et installations provisoires	
Géomatique	
Accompagnement du MO	
Impression de 15 dossiers PAP	
SOUS-TOTAL	
<b>TOTAL</b>	

Les coûts sont plafonnés à CHF ----- (hors TVA).

L'augmentation du plafond de coûts n'est possible que dans des cas dûment justifiés.  
 L'entreprise informe CFF SA par écrit de tout dépassement éventuel du plafond de coûts dès

qu'elle en fait la constatation et fournit une justification. En cas de non-respect de cette obligation, le dépassement du plafond des coûts est à la charge de l'entreprise. Toute augmentation du plafond de coûts doit être convenue par écrit entre les parties au moyen d'un avenant au contrat.

Les honoraires convenus tiennent compte d'un rabais de ----- qui s'applique également aux avenants.

Honoraires nets convenus pour l'ensemble des prestations, y.c. frais accessoires usuels hors TVA	CHF	0.00
TVA en vigueur en sus (7.7%)	CHF	0.00
Montant net de l'adjudication, TVA incluse	CHF	0.00
Frais accessoires non inclus dans les honoraires (ch. Remboursement des frais accessoires), montant estimé, décompte définitif sur la base de pièces justificatives	CHF	0.00

#### **4.2. Remboursement des frais accessoires**

Les frais accessoires usuels (copies, téléphone, fax, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais de déplacement et temps de trajet, frais de restauration et de logement, frais liés aux bureaux de chantier et autres frais générés sur la base des prestations contractuelles) sont compris dans la rémunération convenue conformément au chiffre 4.1.

Les frais générés en dehors du contrat sont indemnisés en fonction des dépenses effectives

#### **4.3. Renchérissement**

La réglementation suivante s'applique en matière d'adaptation au renchérissement: SIA 126 Variations de prix: Procédure selon la méthode paramétrique pour les prestations de mandataires.

Le jour de référence suivant s'applique : Date (dernier jour pour la remise de l'offre).

### **5. Modalités de paiement**

#### **5.1. Facturation**

Toutes les factures doivent être conformes aux dispositions du présent contrat. Des synthèses vérifiables des prestations fournies leur seront jointes. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2

du présent contrat («Informations complémentaires / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance») ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où CFF SA peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures doivent être établies à l'adresse comptable suivante:

Chemins de fer fédéraux suisses CFF  
Créanciers Infrastructure  
Poststrasse 6  
3000 Berne 65  
Suisse

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour correction. Le délai de paiement est différé en conséquence.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. L'introduction et l'application technique seront mises au point à temps. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise, via un prestataire de services et être envoyées conformément aux directives de CFF SA. CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

L'entreprise traite les processus de commande et de facturation avec CFF SA par voie électronique, via une plate-forme définie par CFF SA, conformément à l'annexe «Convention avec CFF SA concernant le raccordement électronique». CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

## **5.2. Délai de paiement**

Les parties conviennent du plan de paiement ci-après (délais au terme desquels une facture peut être établie dans la mesure où la prestation a été fournie) :

Mensuellement, selon avancement des travaux (les justificatifs détaillés des travaux effectués sont à annexer à chaque facture).

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de CFF SA).

## **6. Délais**

## 6.1. Délais comminatoires

En cas de non-respect des délais suivants, l'entreprise est en demeure sans autre avis:

Description	Délai / étapes
Remise du dossier PAP complet, version finale validée pour mise à l'enquête	30.01.2023
Remise des documents d'exécution validés par CFF SA	4 semaines avant le début des travaux concernés, SELON PLANNING D'EXÉCUTION
Contrôle et transmission au MO des factures en situation « Entreprise »	10 jours ouvrables dès leur réception
Contrôle et transmission au MO des offres complémentaires et régie	15 jours ouvrables dès leur réception

## 6.2. Echéances assorties d'une peine conventionnelle

Si elle ne respecte pas les délais comminatoires ci-après, l'entreprise doit acquitter de surcroît la peine conventionnelle suivante pour chaque jour de retard:

Description	Délai / étapes	Peine conventionnelle en CHF (hors TVA)
Remise des documents d'exécution validés par CFF SA	Cf. délai correspondant au ch. 6.1	CHF 1'000.00 par plan non remis et par jour de retard
Contrôle et transmission au MO des factures en situation « Entreprise »	Cf. délai correspondant au ch. 6.1	CHF 200.00 par facture et par jour de retard
Contrôle et transmission au MO des offres complémentaires et régie	Cf. délai correspondant au ch. 6.1	CHF 200.00 par offre complémentaire et par jour de retard

La peine conventionnelle totale s'élève au maximum à 10% de la rémunération totale.

Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas l'entreprise de ses autres obligations contractuelles; la peine conventionnelle est également due lorsque la réception des prestations est effectuée sans réserve. CFF SA peut en outre faire valoir le dommage subi, à moins que l'entreprise ne prouve n'avoir commis aucune faute. La peine conventionnelle est déduite des éventuels dommages-intérêts à verser.



CFF SA est autorisée à déduire la peine conventionnelle de la rémunération.

La peine conventionnelle est due pour chaque délai non respecté (peines cumulatives).

Si les délais sont reportés d'un commun accord, la peine conventionnelle est reportée dans la même mesure.

### **6.3. Date limite de présentation des factures partielles et des factures d'acompte de l'entrepreneur**

L'entreprise transmet à CFF SA, au plus tard dix jours après la réception de la facture partielle, de la facture d'acompte et des justificatifs correspondants de l'entrepreneur, leur version dûment vérifiée.

### **6.4. Délai de remise du décompte final de l'entrepreneur**

L'entreprise transmet à CFF SA sa version révisée du décompte final de l'entrepreneur au plus tard 10 jours après avoir reçu celui-ci.

### **6.5. Délai de remise de la documentation finale**

L'entreprise transmet la documentation finale complète dans un délai de 90 jours à compter de la réception des prestations de l'entrepreneur.

## **7. Personnes-clés et pénalités**

Sont réputées personnes-clés de l'entreprise les personnes suivantes:

- ----

L'entreprise s'engage à mettre les personnes clés à disposition conformément à l'offre.

Les personnes-clés ne peuvent être remplacées que dans des cas dûment justifiés et uniquement par des personnes qui, comme elles, répondent aux exigences de qualité énoncées dans l'appel d'offres.

Dès qu'elle identifie un changement à venir, l'entreprise doit le notifier par écrit, le justifier et fournir la preuve de la qualification de la personne remplaçante. L'accord de CFF SA demeure réservé.

L'entreprise est tenue de garantir le transfert d'informations et de connaissances entre les personnes-clés. Elle supporte elle-même les dépenses y afférentes.

Sur demande de CFF SA, l'entreprise remplace en temps utile les personnes-clés qui ne possèdent pas les connaissances requises ou qui entravent ou compromettent de toute autre manière la bonne exécution du contrat. L'entreprise en supporte seule tous les frais en résultant.

### 7.1. Pénalités pour changement unilatéral des personnes - clés

- En cas de non-respect de cette procédure, il sera fait application de la pénalité suivante : **CHF 750 par jour de changement non validé.**
- En outre, en cas de non-présentation des personnes-clés indiquées dans l'offre aux réunions dûment convoquées, il sera fait application de la pénalité suivante : **CHF 1'000 par jour d'absence non excusée.**

Le constat des présences est fait à chaque début de réunion et est inscrit en tête du compte rendu de ces réunions.

Ces pénalités seront déduites de la prochaine facture de l'entreprise. Elles sont cumulables avec les autres pénalités.

Le paiement de la pénalité ne libère pas l'entreprise de ses autres obligations contractuelles. La pénalité est déduite des dommages - intérêts dus.

## 8. Personnes de contact

Pour toute question relative au présent contrat, les personnes suivantes seront consultées :

Pour CFF SA:	Nom:	Lamiaa Fathi
	Tél.:	+41 79 717 89 98
	e-Mail:	lamiaa.fathi@cff.ch

Pour l'entreprise:	Nom:	-----
	Tél.:	-----
	e-Mail:	-----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

## 9. Assurance responsabilité civile d'entreprise

CFF SA dispose d'une assurance chantiers qui couvre la responsabilité civile de l'entreprise. Le montant de la couverture s'élève à 150 millions de francs par événement et par année, pour l'ensemble des dommages et frais de prévention de dommages causés, valable pour l'ensemble des projets assurés. Il s'agit d'une assurance Ground up à laquelle l'assurance responsabilité civile propre de l'entreprise ne doit pas participer. L'entreprise participe à la prime de l'assurance responsabilité civile à hauteur de 11,87 ‰ du total de son décompte final (y.c. régie et renchérissement). Elle prend également en charge la franchise de CHF 5000.– par sinistre.

Après la conclusion du contrat, 50% de la participation à la prime seront facturés à l'entreprise. Les 50% restants ou la prime résiduelle adaptée (en fonction du décompte du montant du contrat) seront facturés à réception de la facture finale.

CFF SA recommande à l'entreprise de contacter sa propre assurance responsabilité civile avant l'adhésion à l'assurance chantiers pour faire adapter la protection d'assurance.

En annexe, le résumé Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs donne un aperçu en la matière.

## **10. Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement**

L'entreprise s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre hommes et femmes, conformément à la déclaration volontaire valablement signée en annexe du présent contrat.

L'expression «les tiers que nous mandatons» utilisée dans la déclaration volontaire englobe tous les tiers liés à l'entreprise dans la chaîne des mandats (sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les tiers auxquels ils font appel).

Si l'entreprise ne respecte pas ces obligations, elle devra s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard de CFF SA. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à 3000.- francs ni supérieure à 100 000.- francs.

## **11. Conventions particulières**

### **11.1. Changement de contrôle**

L'entreprise informe CFF SA sans délai et par écrit de tout changement de contrôle imminent. Sont notamment considérés comme des changements de contrôle le transfert direct ou indirect d'au moins 50% du capital-actions ou des droits de vote de l'entreprise à un tiers, la fusion ou toute autre association de l'entreprise avec un tiers, le transfert d'actifs essentiels prévus pour le présent contrat à un tiers par l'entreprise ainsi que toute autre prise de contrôle sur l'activité de l'entreprise par un tiers. Les restructurations internes au groupe ne sont pas considérées comme un changement de contrôle au sens du présent chapitre.

En cas de changement de contrôle, CFF SA est en droit de résilier le présent contrat sans verser d'indemnités. Les parties renoncent mutuellement à la compensation du préjudice issu de la caducité du contrat.

### **11.2. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail**

#### **11.2.1. Généralités**

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions de CFF SA. Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Et elle y contraint ses sous-traitants et fournisseurs. En cas de non-respect de ces obligations, la clause

«Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

#### 11.2.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de terrassement. Le choix de méthodes, de déroulements et de machines de construction appropriés, conformément aux contraintes de CFF SA spécifiques au projet, permet d'exclure toutes circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet de CFF SA au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet de CFF SA.

#### 11.2.3. Protection du personnel

Les différentes phases de travail ne peuvent commencer que si la direction de la sécurité a prévu un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et instruit les responsables ad hoc. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son responsable de la sécurité déclarent que ceux-ci et les instructions correspondantes ont été compris et que les consignes nécessaires ont été reçues.

#### 11.2.4. Aptitude médicale

L'entreprise et les tiers mandatés par elle veillent à ce que leur personnel se conforme aux prescriptions sur les critères d'aptitude médicale selon le récapitulatif figurant à l'annexe -----.

#### 11.2.5. Ordonnance sur le courant fort

L'entreprise fait en sorte que le service et les travaux sur les installations à courant fort soient exécutés exclusivement par des personnes compétentes ou instruites (art. 67 de l'ordonnance sur le courant fort, RS 734.2).

### **11.3. Droits de la propriété intellectuelle et prétentions liées à la concurrence déloyale**

L'entreprise s'engage, lors de la remise des résultats de ses travaux ou de ses ouvrages, à disposer de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle relatifs aux ouvrages contractuellement dus. Elle garantit qu'aucun droit de tiers (notamment les droits de la propriété intellectuelle et les prétentions liées à la concurrence déloyale) n'est violé. Si une action est intentée contre CFF SA par des tiers après la réception de l'ouvrage (notamment en raison de l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle et/ou de prétentions liées à la concurrence déloyale), l'entreprise s'engage à exonérer CFF SA des frais y afférents et à la dédommager intégralement.

CFF SA a le droit d'utiliser, de développer, de modifier et de reproduire les résultats des travaux de l'entreprise ou de transmettre ceux-ci à une éventuelle entreprise totale et/ou des tiers investisseurs afin qu'ils continuent à les utiliser, les développent ou les modifient.

Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, CFF SA est autorisée à utiliser, à développer ou à modifier les résultats des travaux elle-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. CFF SA bénéficie des mêmes droits lorsque le contrat prend fin prématurément.

Les droits d'auteur demeurent acquis à l'entreprise. Tous les autres droits relatifs aux résultats des travaux du concours de projet exécutés spécialement pour CFF SA sont transférés à cette dernière dès la conclusion du présent contrat. Ce transfert est compris dans l'indemnisation convenue. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre.

Tous les droits sur les résultats des travaux exécutés spécialement pour CFF SA (projets, croquis, plans, modèles, Modèle en 3D [y c. enregistrements en 3D], rendus en 3D etc.) dans le cadre du présent contrat sont intégralement transférés à CFF SA, avec paiement des honoraires convenus dans le présent contrat pour chaque phase partielle. CFF SA a notamment le droit de continuer à utiliser les résultats des travaux (ou les ouvrages) sans restriction, c'est-à-dire en particulier de les mettre à la disposition de tiers, de les reproduire, de les publier, de les modifier ou de les compléter. L'indemnisation de ce transfert est comprise dans les honoraires fixés pour chaque phase partielle conformément au ch. 3 du présent contrat. Les droits moraux de l'auteur demeurent acquis aux rédacteurs.

En outre, l'entreprise s'engage, en cas de mandat subséquent de même envergure, à transférer les droits correspondants à CFF SA ou à un tiers. L'indemnisation de ce transfert est comprise dans l'indemnisation du mandat subséquent.

En cas de dissolution du contrat avant la fin de l'avant-projet ou de dissolution anticipée résultant d'une faute de CFF SA, l'entreprise perçoit une indemnité unique de CHF 0.00 au maximum (TVA comprise) au titre des droits déjà transmis. Les défaut d'autorisation ou d'approbation de crédits n'est pas considéré comme une faute.

#### **11.4. Documentation relative aux résultats des travaux**

A chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en 2 exemplaires. Les documents doivent être disponibles en français et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par CFF SA ainsi qu'aux formats suivants:

Fichiers sources et .pdf sur clé USB

#### **11.5. Réalisation par un tiers**

L'entreprise prend acte que CFF SA peut faire appel à une entreprise totale et/ou à un tiers investisseur pour réaliser le projet ou qu'elle peut entièrement l'aliéner à un tiers. En pareil cas, l'entreprise s'engage à appliquer les dispositions du présent contrat à l'égard de tiers, notamment à l'égard d'un ou de plusieurs investisseur(s) ou d'une entreprise totale.

### **11.6. Droit de regard**

Les parties conviennent d'un droit de regard en matière de calcul des prix conformément à l'annexe correspondante.

### **11.7. Gestion des divergences**

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable les éventuelles divergences issues du présent contrat ou en relation avec celui-ci, conformément à l'annexe correspondante, avant de saisir le tribunal compétent désigné ci-après. Cela concerne également toute divergence relative à la validité du contrat, ses effets juridiques, ses modifications ou sa résiliation.

### **11.8. Interdiction de débauchage**

Le débauchage de collaborateurs de CFF SA en charge de la fourniture des prestations régies par le présent contrat pendant la durée de ce dernier et pendant un an après la fin du contrat requiert l'accord préalable écrit de CFF SA.

### **11.9. Prescription et délai de dénonciation des défauts**

Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage immobilier, les prétentions de CFF SA envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la réception dudit ouvrage. CFF SA peut signaler à tout moment de tels défauts au cours des deux premières années suivant la réception. Une fois ce délai expiré, les défauts doivent être signalés dans les deux mois suivant leur découverte.

Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage mobilier, les prétentions de CFF SA envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la remise dudit ouvrage. Pendant le délai de prescription, CFF SA doit signaler par écrit de tels défauts dans un délai de deux mois à compter de leur découverte.

### **11.10. Commandes de l'entreprise**

Dans le cadre des contrats gérés par ses soins, l'entreprise est en droit d'attribuer au cas par cas des prestations et des livraisons uniques et finales d'un montant maximal de CHF 0.00 (hors TVA). Elle en informe immédiatement CFF SA.

## **12. Forme écrite**

Pour être valables, la conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent, au choix de CFF SA, soit une signature répondant aux règles de forme prescrites par l'art. 14 CO, soit une signature électronique qualifiée (définie par CFF SA, p. ex. DocuSign).

### **13. Droit applicable**

Le contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

### **14. For**

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Lausanne.

### **15. Annexes**

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat:

- 1) Déclaration relative à la protection des travailleurs
- 2) Droit de regard
- 3) Résumé Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs
- 4) Critères d'aptitude médicale
- 5) Gestion des divergences

### **16. Nombre d'exemplaires**

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

### **17. Signatures**

Compte tenu des difficultés actuelles liées au COVID-19, les parties ont convenu que l'exigence de forme écrite du présent avenant pouvait également être remplie en signant à l'aide d'un écran tactile, en insérant une signature scannée ou en adressant une confirmation par e-mail.

Pour CFF SA

\_\_\_\_\_  
Lausanne, le

\_\_\_\_\_  
Lausanne, le

\_\_\_\_\_  
Peter Jedelhauser  
Directeur du programme Léman 2030

\_\_\_\_\_  
Laurent Péronnet  
Chef région Achats projets de construction

Pour l'entreprise

\_\_\_\_\_  
Lieu et date

\_\_\_\_\_  
Lieu et date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

### **18. Signatures des partenaires du consortium**

En signant le présent contrat, les entreprises ci-après confirment

- être représentées par l'entreprise désignée pilote et responsable à l'égard de CFF SA pour les questions relatives au présent contrat, jusqu'à révocation écrite;
- répondre solidairement de l'exécution du contrat.

Entreprise partenaire b)

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

Entreprise partenaire c)



Lieu, date

Lieu, date

Prénom, nom  
Fonction

Prénom, nom  
Fonction

Entreprise partenaire d)

Lieu, date

Lieu, date

Prénom, nom  
Fonction

Prénom, nom  
Fonction